

*Congrès du SCFP-Ontario de 2019*

**SOYEZ AUDACIEUX.  
SOYEZ COURAGEUX.**

**MONTEZ LA RÉSTANCE.**

# Plan d'action

Final – Adopté au Congrès du SCFP-Ontario de 2019

# Plan d'action du SCFP-Ontario pour 2019

## Un plan d'action différent

- 1 La classe ouvrière fait face à des défis sans précédents. Nos salaires stagnent alors que le sous-investissement des services publics menace notre moyen de subsistance et le bien-être des Ontariens. Les conservateurs de Doug Ford ont été clairs qu'ils sont prêts à attaquer les travailleurs, que ce soit en imposant des lois sur le retour au travail ou en menaçant d'imposer des lois qui saperaient notre droit à négocier librement des conventions collectives.
- 2 Cette période sans précédent exige de nouvelles tactiques. Comme tel, le Plan d'action de cette année est plus succinct et plus précis que ceux des années précédentes. Ce Plan d'action décrit les défis auxquels nous sommes confrontés et expose une stratégie pour monter notre résistance.
- 3 Bien que ce document ne parle pas de notre secteur traditionnel et de nos sections de l'égalité, ces derniers continueront de contribuer à tous les domaines de notre action. La lutte pour un travail décent, la justice économique et la justice sociale constituera toujours le fondement de notre syndicat.
- 4 Nous ne pouvons pas uniquement remporter notre lutte à Queen's Park. Nous gagnerons uniquement en faisant participer les membres de partout dans la province, dans chaque circonscription. Dans cette lutte, les sections locales doivent assumer des responsabilités, soutenues par des dirigeants élus et des membres du personnel, afin de voir à ce que nous montions avec succès la résistance contre le gouvernement de Doug Ford. Comme tel, ce document inclut de nouvelles sections qui sont spécifiquement axées sur les engagements des sections locales à nous aider dans cette lutte.

## Aperçu

- 5 Il y a eu, partout dans le monde, une forte croissance économique au cours des dix dernières années. Cette croissance a bénéficié aux riches au détriment de la classe ouvrière. Le sous-investissement dans les services publics et une plus grande dépendance au secteur privé affaiblissent non seulement les services dont dépendent les Ontariens, ils sont également plus coûteux. Alors que l'Ontario est la province qui dépense le moins sur les services publics par habitant au Canada, ce gouvernement priorise les réductions fiscales pour les sociétés les plus riches. En tant que classe ouvrière, nous savons que ce système est injuste. Nous avons absolument besoin de changement.
- 6 Face à la frustration de plus en plus grande de la classe ouvrière, les gouvernements et les riches se servent du racisme pour détourner la colère que les gens ressentent à leur égard.

Cependant, en blâmant les immigrants racisés et d'autres groupes racisés, nous permettons à ceux qui sont vraiment coupables pour notre système économique et politique déficient de déformer la vérité quant à leur responsabilité. Nous devons diriger notre colère vers le haut au lieu de le faire latéralement si nous voulons monter une réelle résistance. En tant que classe ouvrière, nous sommes tous unis dans notre volonté d'obtenir des vies et un travail décents et de prendre notre retraite dans la dignité.

- 7 Partout au Canada, le leadership politique a changé. Quatre-vingt-deux pour cent des Canadiens sont gouvernés par des partis conservateurs. La montée des conservateurs s'est faite aux dépens des femmes et autres personnes marginalisées. La perte de cinq premières ministres signifie que, pour la première fois depuis 2008, tous les premiers ministres du Canada sont des hommes. En plus d'un problème de genre, nous avons également un problème de diversité. Tous nos premiers ministres actuels sont blancs, tout comme l'étaient les cinq femmes qui occupaient ces postes jusqu'à tout récemment.
- 8 Les conservateurs fabriquent des crises économiques pour justifier leurs attaques contre les travailleurs, les syndicats et les personnes les plus marginalisées de notre société. Avec des élections fédérales qui auront lieu dans moins de cinq mois, nous devons redoubler d'efforts pour nous assurer de mettre un frein aux conservateurs – tant leurs politiques fiscales, qui favorisent les allègements fiscaux pour les sociétés au lieu des investissements dans les services publics, que leur campagne de peur qui jette de l'huile sur le feu de la haine qui brûle à travers notre province et notre pays. Les gouvernements conservateurs nuisent aux travailleurs, nous devons donc mobiliser nos membres pour mettre un frein aux conservateurs lors des prochaines élections fédérales.
- 9 Nous devons organiser nos membres et travailler avec les mouvements sociaux, les syndicats et les partenaires de coalition au sein de nos collectivités et ailleurs. Nous devons nous efforcer d'organiser et de mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière pour lutter contre le capitalisme. Nous devons être à la fois des alliés et des complices – particulièrement de ceux qui sont les plus marginalisés. Nous devons viser rien de moins que la création d'un système politique et économique fondé sur l'émancipation de tous et la prospérité commune de tous.
- 10 **Nous remporterons cette lutte en montant une résistance qui engage tous nos membres, dirigeants locaux, membres du personnel et dirigeants élus et nous prioriserons trois enjeux :**
  1. **la protection de nos services publics et la lutte contre les coupures et la privatisation;**
  2. **la défense de notre droit à la libre négociation collective;**
  3. **la lutte contre la suprématie blanche et la montée de la haine.**
- 11 Ces enjeux concernent la force fondamentale de notre syndicat. Une société plus équitable peut être obtenue avec des services publics forts, des conditions de travail équitables et la lutte contre la suprématie blanche et la haine pour un traitement plus équitable pour tous. Nous

savons que nous sommes plus forts en raison de notre représentation sectorielle, des voix fortes de nos membres qui revendiquent l'égalité et l'engagement de nos membres à lutter pour un Ontario plus équitable et plus inclusif.

## Protéger nos services publics et lutter contre les coupures et la privatisation

- 12 Doug Ford a promis qu'aucun travailleur ne perdrait son emploi. Il a menti. Des milliers de travailleurs des quatre coins de la province, dans tous les secteurs, perdent leur emploi en raison des coupures faites par Doug Ford, ainsi que de la restructuration et de la privatisation des services dont dépendent les Ontariens.
- 13 Le secteur des services sociaux fait face à une réduction d'un milliard de dollars qui détruira notre infrastructure sociale avec des conséquences majeures pour nos membres et nos collectivités. Des travailleurs universitaires sont mis à pied dans les centres de services gérés par les étudiants et se retrouvent avec moins d'emplois disponibles en raison d'une baisse des frais de scolarité non capitalisée et des réductions du financement dans le budget de 2019. Les travailleurs municipaux sont confrontés à un examen des administrations régionales, au transfert de services, à des réductions massives de la santé publique et à la restructuration des services d'ambulances terrestres. Des travailleurs de bibliothèque, qui doivent gérer les prêts entre bibliothèques, ont déjà été mis à pied. La restructuration des soins de santé menace les emplois des travailleurs de la santé et en milieu hospitalier et la loi ouvre la porte à la privatisation. Nos travailleurs des conseils scolaires sont les premiers à faire face à une ronde de négociation incroyablement difficile avec le gouvernement à la table après avoir déjà subi d'importantes compressions budgétaires. Des pactes de solidarité entre le Conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (CSCSO) et d'autres secteurs montrent que nous sommes prêts à nous entraider lors de la négociation des travailleurs des conseils scolaires et au-delà.
- 14 Ce qui n'est pas évident avec les réductions mentionnées ci-dessus, ce sont les diverses façons que ce gouvernement utilise pour nuire aux services publics par l'entremise de différentes formes de privatisation que les Ontariens connaissent trop bien. Que ce soit par l'entremise de la sous-traitance ou d'ententes de partenariat public-privé (PPP), la privatisation coûte plus cher, la qualité des services diminue, le contrôle est perdu et, en fin de compte, les fonds publics servent aux bénéficiaires des sociétés. La population reçoit simplement moins à un prix plus élevé lorsque les services publics sont réduits ou privatisés.
- 15 La privatisation et les compressions budgétaires ont eu des conséquences importantes sur tous nos secteurs. Ces compressions nuisent aux services offerts par nos membres, mettent les emplois de nos membres à risque et, trop souvent, un moins grand nombre de membres du personnel entraîne une augmentation de la violence au travail.

- 16 Ce gouvernement tente de faire croire aux Ontariens qu'il y a une crise budgétaire et qu'il n'y a pas d'autre solution à part réduire les services publics. Mais nous savons qu'il y a une solution de rechange. Nos services publics sont plus efficaces que les solutions offertes par le secteur privé et le secteur public se concentre sur les gens plutôt que sur les profits. La seule chose dont le gouvernement veut parler c'est du déficit, mais nous savons que nous avons un problème de revenus et non pas un problème de dépenses. Nous devons augmenter les revenus en imposant les sociétés et les plus riches parmi nous de façon plus équitable plutôt que d'éliminer des services publics. Les décisions politiques prises par le gouvernement Ford réduiront les revenus de 2,1 milliards de dollars en 2018-2019 et d'une moyenne de 3,7 milliards de dollars au cours des quatre prochaines années. C'est tout simplement inacceptable, surtout alors que le gouvernement Ford veut nous faire croire que les ressources sont insuffisantes.
- 17 Bien que le gouvernement augmentera les dépenses pour les services publics de 1 % en moyenne au cours des cinq prochaines années, après avoir pris en compte l'inflation et la croissance de la population, cela représente une véritable réduction des dépenses de 2,4 %. Ceci ne tient pas compte du changement démographique de la génération du baby-boom qui prend sa retraite, ce qui causera une demande encore plus grande sur les dépenses en santé.
- 18 Nous devons nous rappeler que si nous nous organisons, nous pouvons remporter la victoire – et nous en avons des preuves récentes. En février, Doug Ford a annoncé des coupures dramatiques au financement des services en matière d'autisme et, à peine 60 jours plus tard, il a changé d'idée en raison des pressions coordonnées de divers groupes, dont des syndicats. Dans le même ordre d'idée, des mesures visant à ouvrir la Ceinture de verdure au développement ont été interrompues après un tollé des groupes environnementaux et des travailleurs agricoles.

**Le SCFP-Ontario :**

- 19 ● Obtiendra l'appui de la population contre les coupures et la privatisation par l'entremise de la mobilisation, de l'éducation et d'une campagne externe soulignant l'importance et les avantages des services publics pour nos collectivités et les faibles niveaux de dépenses sur les services publics en Ontario.
- 20 ● Suivra de près les coupures dans les services publics et la privatisation, en soulignant les conséquences sur les vies des Ontariens.
- 21 ● Travaillera avec nos secteurs, nos membres, nos retraités et nos sections locales pour lutter contre les coupures dans le secteur public et la privatisation et coordonnera nos réponses. Nous utiliserons une grille de l'égalité pour souligner les conséquences disproportionnées des coupures et de la privatisation sur les plus marginalisés de nos collectivités.
- 22 ● Établira des coalitions et renforcera de telles coalitions et travaillera avec nos alliés communautaires pour adopter une position commune contre les coupures et la privatisation.
- 23 ● Créera du matériel pour expliquer que l'Ontario a un sérieux problème de revenus et non pas un problème de dépenses. Ce matériel se concentrera sur une taxation équitable, y compris l'augmentation des impôts sur les sociétés et les personnes les plus riches en Ontario. Le matériel offrira une alternative à l'approche de réduction à l'aveugle des dépenses utilisée par les conservateurs.
- 24 ● Fournira aux membres la formation et les outils nécessaires pour leur permettre d'être les porte-paroles de première ligne des conséquences des coupures et de la privatisation sur leur région.
- 25 ● Travaillera avec les dirigeants locaux pour soutenir des actions communautaires contre les coupures et la privatisation.
- 26 ● Fournira une formation sur l'action politique aux militants et aux dirigeants pour soutenir le développement des compétences.
- 27 ● Créera un document, un programme clair qui est explicitement un programme syndical axé sur les besoins de la classe ouvrière.

### Les sections locales du SFCP-Ontario :

- 28 ● Travailleront avec les dirigeants élus et les membres du personnel des secteurs pour prioriser les revendications contractuelles relatives à la protection des services.
- 29 ● Mobiliseront les membres et travailleront avec les alliés communautaires pour lutter contre les coupures et la privatisation qui ont des conséquences sur nos collectivités. Les sections locales et les collectivités elles-mêmes décideront quelles seront les actions au travail ou les actions communautaires; les stratégies peuvent varier dans l'ensemble de la province.
- 30 ● Exerceront directement des pressions sur les députés provinciaux conservateurs, les conseillers municipaux et les conseillers scolaires.
- 31 ● Travailleront en étroite collaboration avec des députés provinciaux néodémocrates, des alliés communautaires et d'autres syndicats pour partager de l'information et accroître les actions des membres.
- 32 ● Rapporтерont les réductions de services et les pertes d'emplois dans les lieux de travail aux conseillers syndicaux, qui en informeront les coordonnateurs des secteurs, les présidents des secteurs et le SFCP-Ontario pour mobilisation et riposte.
- 33 ● Utiliseront une grille de l'égalité pour identifier des membres en tant que porte-paroles de première ligne dans leur région pour parler des coupures et de la privatisation, en soulignant particulièrement les conséquences sur la collectivité locale.
- 34 ● Identifieront différents militants et dirigeants qui recevront une formation en militantisme et de mobilisation des membres et qui commenceront à faire du recrutement dans nos collectivités.
- 35 ● Travailleront avec d'autres sections locales dans la région afin de défendre collectivement notre travail contre les coupures et la privatisation.

### Défendre notre droit à la libre négociation collective

- 36 Au début du mois d'avril 2019, le gouvernement Ford a annoncé qu'il allait mener des « consultations » sur la rémunération des travailleurs du secteur public. Ces consultations sont une excuse pour permettre au gouvernement de blâmer les travailleurs pour le déficit du gouvernement. En fait, le gouvernement a suggéré qu'une loi sur un plafond salarial était une des conclusions possibles de cette consultation.
- 37 Sur les conseils de l'équipe juridique du SFCP, le SFCP a participé aux consultations pour s'assurer que nous pourrions encore tenter une contestation judiciaire future. Nous avons répondu au gouvernement en déclarant que bien que nous participerions à ces consultations, notre participation serait fondée sur les principes suivants :
  - les salaires des travailleurs n'ont pas causé le déficit de l'Ontario;

- au cours des dix dernières années, les salaires n'ont pas suivi le rythme de l'inflation, et ce selon les propres données du ministère du Travail;
  - l'Ontario n'a pas de problème de dépenses – nous avons un problème de revenus;
  - le nivellement par le bas au sujet des réductions d'impôt a causé notre déficit;
  - l'Ontario est la province canadienne qui dépense le moins par personne sur des programmes et génère le moins de revenus par personne;
  - les impôts des sociétés et des personnes qui ont les revenus les plus élevés doivent être augmentés;
  - la population, l'inflation, l'évolution démographique et le vieillissement démographique augmenteront le besoin pour des services publics;
  - le SCFP négocie à la table de négociation et n'appuie pas la négociation par l'entremise d'une consultation avec le gouvernement;
  - le SCFP résistera fermement à toute tentative d'imposer ou de légiférer des restrictions salariales.
- 38 Le gouvernement menace d'imposer des lois qui mineraient notre droit protégé par la Charte de négocier librement des conventions collectives. Des relations de travail saines sont obtenues par l'entremise d'une négociation collective libre et juste. Lorsque les gouvernements interfèrent avec la libre négociation collective en imposant unilatéralement des conditions de travail aux employés, ils minent les droits des travailleurs.
- 39 La libre négociation collective est la meilleure façon pour la classe ouvrière de défendre les services publics et de les faire progresser; lorsque nous négocions la sécurité d'emploi dans le secteur public, nous obtenons des services dans les collectivités et nous les protégeons. La négociation ne concerne pas uniquement les salaires – elle concerne également l'obtention de conditions de travail qui sont meilleures pour tous. Par l'entremise de la négociation collective, les travailleurs ont pu lutter contre la violence au travail, obtenir des protections en matière de santé et de sécurité, lutter contre la discrimination et des pratiques d'embauche et de congédiement injustes et lutter pour une indemnisation plus équitable. La libre négociation collective est la façon dont nous utilisons notre seule et même voix et notre pouvoir collectif pour définir et améliorer nos conditions de travail. Ce droit est quelque chose que les travailleurs ont lutté pour obtenir pendant des générations et nous devons conserver ce droit à tout prix pour permettre aux travailleurs de demain de profiter des gains que nous avons faits.
- 40 Bon nombre de nos sections locales n'ont pas le droit légal de faire la grève et comptent sur l'arbitrage des différends. Un système d'arbitrage des différends équitable est fondamental pour protéger les droits des travailleurs.

### *Notre Plan*



- 41 Nous sommes confrontés à une attaque grave. Le SCFP-Ontario lance une campagne de riposte provinciale pour défendre nos droits à la libre négociation collective protégés par la Charte, y compris un système d'arbitrage juste et équilibré. Ce plan d'actions progressives impliquera nos membres, sections locales, dirigeants, membres du personnel et dirigeants élus. Nous devons faire participer tous nos membres et nous engager à travailler avec d'autres syndicats, partenaires de coalition et alliés communautaires. Nous devons également réorienter notre travail, à l'échelle locale et à l'échelle provinciale, afin de nous concentrer sur cette riposte.
- 42 Puisque ces événements se déroulent à un rythme accéléré, notre réponse devra être prompte. Nos prochaines étapes immédiates dépendront de comment le gouvernement ira de l'avant. Nous avons l'habitude de traiter avec ces types de tactiques gouvernementales régressives et nous connaissons nos limites. En utilisant les règles du Fonds de riposte du SCFP national comme guide, nous croyons :

**43 Qu'une loi qui annule ou élimine des conventions collectives négociées librement ou qui a des conséquences importantes sur notre capacité de négocier librement est définie comme une attaque fondamentale contre les droits de négociation collective.**

- 44 Ce qui précède représente nos limites en tant que syndicat. Nous sommes le plus important syndicat au pays et dans la province et nos membres bénéficieront du soutien total du poids de notre syndicat pour les appuyer si le gouvernement dépasse les limites.
- 45 Peu importe l'approche que le gouvernement propose, le SCFP enverra des communications régulières et mettra régulièrement à jour un plan visant à répondre à ces attaques. Le plan sera une réponse militante axée sur les militants pour mettre fin à l'attaque du gouvernement de l'Ontario.
- 46 Nous ne pouvons pas uniquement remporter notre lutte à Queen's Park ou devant les tribunaux. Bien que nous continuions d'étudier toute loi potentielle en nous concentrant sur une contestation judiciaire, nous remporterons la victoire uniquement en faisant participer les membres de partout dans la province, dans chaque circonscription. Nous devons nous fixer comme objectif de remporter cette lutte dans les rues en mobilisant nos membres et nos collectivités.

**Le SCFP-Ontario :**

- 47 ● Luttera contre toutes les attaques à la libre négociation collective, y compris l'arbitrage.
- 48 ● Travaillera avec les sections locales, les secteurs, les conseillers à l'égalité et les structures de recrutement régionales existantes du SCFP pour soutenir nos membres avec l'organisation et l'exécution d'actions progressives dans les collectivités des quatre coins de l'Ontario.
  - Les actions progressives peuvent inclure des actions au travail et dans les collectivités, des actions à l'extérieur des lieux de travail, des actions coordonnées régionales ou provinciales, des occupations symboliques, des manifestations assises, des débrayages et d'autres actions, jusques et y compris une grève générale.
- 49 ● Exercera des pressions sur le SCFP national pour obtenir du soutien juridique et d'autres ressources afin de soutenir les membres lorsqu'ils prendront des mesures directes, mesures décrites dans ce plan. Nous élaborerons et distribuerons également du matériel intitulé « Connaissez vos droits » et nous créerons des guides pratiques pour avoir accès à du matériel existant à ce sujet.
- 50 ● Tiendra, si les circonstances le justifient, des séances de discussion urgentes au sujet de toute loi imminente.
- 51 ● Organisera un comité de coordination composé de représentants élus et de membres du personnel pour coordonner notre riposte.
- 52 ● Le comité de coordination organisera des réunions régionales partout dans la province dès juin. Le contexte actuel donnera le ton aux réunions; si une loi est déposée, la structure des réunions pourrait devoir être adaptée.
- 53 ● Dans le cadre de ces réunions, nous amorcerons des discussions sur les réponses régionales aux attaques directes contre nos droits de négociation. Ces discussions seront précédées d'une conversation sur la portée du défi auquel nous sommes confrontés et des exemples d'actions progressives.
- 54 ● On votera sur l'organisation d'actions progressives et la participation à de telles actions.
- 55 ● Dans le cadre de cette riposte :
  - un membre sera mis en disponibilité, aidé du personnel, pour soutenir l'organisation locale par les membres;
  - un membre du personnel national sera désigné pour s'occuper de la coordination avec les contacts locaux.
- 56 ● Travaillera avec la Direction de l'éducation syndicale pour créer et offrir une formation pour les militants partout dans la province au cours de l'été. Cette formation mettra à profit les compétences que les dirigeants et les militants locaux ont acquises au cours de notre campagne « Ensemble, nous sommes plus forts ». Ces ateliers se concentreront sur l'éducation politique, la mobilisation et l'action directe et adresseront le besoin de lutter contre la suprématie blanche blancs et la haine.

### Les sections locales du SCFP-Ontario :

- 57 ● Mobiliseront les membres pour participer à des réunions, des séances de discussion et des mesures de riposte.
- 58 ● Travailleront avec les conseillers syndicaux pour obtenir une liste à jour des coordonnées des membres, incluant les adresses à domicile des membres, leurs numéros de téléphone et leurs adresses de courrier électronique personnelles. Nos sections locales ont légalement le droit d'obtenir cette information de l'employeur.
- 59 ● Partageront les listes de membres avec le SCFP-Ontario dans le seul but de communiquer directement avec les membres sur des questions liées à l'attaque du gouvernement contre la libre négociation collective et nos réponses à cette attaque.
  - Si les sections locales ne peuvent pas partager les listes avec le SCFP-Ontario, elles communiqueront à tous les membres toute l'information que le SCFP-Ontario partage sur cette question.
- 60 ● Organiseront des assemblées locales des membres afin de tenir les membres informés des derniers développements et pour discuter d'actions progressives au sein de la section locale, dans la collectivité et dans la région, et elles organiseront la participation à une action provinciale.
- 61 ● Travailleront avec d'autres sections locales dans la région pour coordonner un plan pour des actions politiques progressives.
- 62 ● Nommeront un membre par section locale (ou par unité) qui agira en tant qu'organisateur de cette riposte.
- 63 ● Suivront de près la participation aux événements et développeront des coalitions au fur et à mesure que les actions se dérouleront.
- 64 ● Renforceront les contacts directs avec les membres, y compris par l'entremise de conversations en tête à tête avec les membres. Le modèle de conversations directes sera également utilisé par l'entremise de contacts directs avec les membres de la collectivité pour monter notre résistance.
- 65 ● Identifieront divers militants et dirigeants pour participer à la formation à l'intention des militants et sur la mobilisation des membres.

### Lutter contre la suprématie blanche et la montée de la haine

- 66 La lutte contre la suprématie blanche doit faire partie intégrante de la lutte contre les coupures et la privatisation et de la défense de notre droit à la libre négociation collective. L'exploitation de la classe ouvrière a toujours reposé sur le maintien de la suprématie blanche et sur notre division en fonction de la race, en plus de notre division en fonction du sexe, de la sexualité, de la religion, de la capacité, de l'âge et de l'origine ethnique. Bien que ce plan expose notre lutte contre la suprématie blanche en utilisant les principes de lutte contre le racisme, il n'exclut pas le reste de notre travail qui consiste à lutter pour les questions d'égalité. Notre travail en tant

que syndicat et en tant que syndicalistes est intimement lié à la lutte contre toutes les formes d'oppression et est enraciné dans cette lutte.

- 67 Ce travail s'explique par deux causes. Premièrement, la hausse récente du nombre de crimes haineux, ancrés dans la suprématie blanche ciblant spécifiquement les communautés noires, musulmanes et juives, a des conséquences négatives sur nos membres et nos collectivités. Deuxièmement, nos membres, surtout les femmes noires, ont souligné notre manque d'alliés sur cette question spécifique et les façons dont le racisme structurel est intégré au sein de notre syndicat. Nous les entendons et nous savons que nous devons faire mieux.
- 68 Comme première étape, nous avons élaboré un Plan d'action organisationnel contre le racisme. Ce Plan traite de certaines des structures de la suprématie blanche au sein du syndicat qui empêchent la pleine participation des membres racisés et autochtones à tous les niveaux de notre syndicat. Nous avons également élaboré du matériel pour lutter contre la suprématie blanche au sein de nos collectivités. Les deux représentent des points de départ pour participer plus activement au travail qui a été mis au second rang pendant trop longtemps.
- 69 Souvent, nous nous demandons comment des tragédies humaines peuvent se produire. Lorsque des politiciens comme Andrew Scheer peuvent être élus à la chefferie d'un parti, lorsque des suprématistes blancs comme Faith Goldy et Paul Fromm se sentent à l'aise de se présenter aux élections à la mairie dans deux des villes les plus importantes de l'Ontario, et lorsque les « gilets jaunes » se sentent à l'aise de se présenter à des rassemblements contre le racisme, nous ne sommes pas obligés de regarder bien loin pour trouver des exemples frappants de la haine. En tant que syndicalistes, il est de notre responsabilité de répondre à la haine et de nous organiser simultanément pour une société meilleure et plus équitable.
- 70 La classe ouvrière est frustrée par les inégalités financières et l'exploitation auxquelles elle est confrontée à chaque tournant. Mais nous devons lutter pour aider tout le monde à comprendre que nos problèmes ne sont pas causés par des travailleurs migrants, des travailleurs racisés, des travailleurs autochtones et d'autres populations marginalisées – ils font aussi partie de la classe ouvrière. Notre travail de lutte contre la suprématie blanche doit souligner le principe que la justice économique pour tous peut seulement être obtenue en luttant aussi pour la justice raciale.
- 71 Lutter pour la justice raciale exige que nous prenions des actions claires pour appuyer les membres racisés et autochtones au sein de notre syndicat, mais aussi de nos collectivités. Nous devons être là les uns pour les autres afin de nous défendre contre la haine. Nous devons être des alliés et des complices – particulièrement pour ceux qui sont les plus marginalisés.

**Le SCFP-Ontario :**

- 72 ● Continuera de lutter contre la suprématie blanche à l'interne et continuera d'élaborer du matériel afin de lutter contre la suprématie blanche à l'extérieur de nos syndicats.
- 73 ● Travaillera avec les sections locales, les secteurs, les conseillers à l'égalité et les structures organisationnelles régionales existantes du SCFP pour encourager d'autres à lutter contre la suprématie blanche. Le SCFP-Ontario offrira du soutien pour ce travail.
- 74 ● Le SCFP-Ontario incorporera la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine des Nations Unies en la reconnaissant à chaque congrès ou conférence.
- 75 ● Intensifiera la participation active avec des partenaires de coalition communautaires qui font déjà du travail de lutte contre le racisme.
- 76 ● Adoptera des positions publiques claires contre toutes les formes de suprématie blanche et de haine, y compris dans le cadre de la campagne électorale fédérale.
- 77 ● Intégrera les principes et pratiques de lutte contre le racisme dans le travail de plus grande envergure que nous faisons en tant que syndicat.
- 78 ● Continuera de créer les liens entre la justice économique et la justice sociale afin que tous les membres et partenaires de coalition comprennent l'importance d'effectuer du travail de lutte contre le racisme. Ceci comprendra une communication interne avec les membres en effectuant un lien entre le travail de lutte contre le racisme et notre travail de lutte contre les coupures et la privatisation et de protection de la libre négociation collective.
- 79 ● S'assurera que nos réponses aux coupures faites par le gouvernement et à la privatisation expriment clairement les conséquences disproportionnées que ces actions ont sur les personnes marginalisées en Ontario.

**Les sections locales du SCFP-Ontario :**

- 80 ● Lutteront contre la suprématie blanche et la haine en faisant du travail de campagnes au sein des sections locales.
- 81 ● Établiront des relations avec des partenaires de coalition communautaires luttant contre la haine dans les collectivités locales afin de mieux refléter la diversité de nos membres et renforceront de telles relations.
- 82 ● Participeront publiquement à des actions visant à lutter contre la suprématie blanche et la haine dans notre collectivité et communiqueront l'importance de le faire à nos membres.
- 83 ● Adopteront des positions publiques claires contre toutes les formes de suprématie blanche et de haine, y compris tout au long de la campagne électorale fédérale.
- 84 ● Intégreront les principes et pratiques de lutte contre le racisme et en faveur de l'équité dans les réunions et événements des sections locales.
- 85 ● Continueront d'établir un lien entre la justice économique et la justice raciale afin que tous les membres et partenaires de coalition comprennent l'importance d'entreprendre du travail de lutte contre le racisme comme partie de tout le travail qu'ils font.
- 86 ● Feront entendre haut et fort les voix des membres marginalisés et de diverses communautés en promouvant les organisations de justice sociale dans nos régions et en travaillant avec ces organisations.
- 87 ● Travailleront avec le SCFP-Ontario pour faire participer la collectivité élargie à la lutte contre la suprématie blanche et la haine.

**Justice de genre****Le SCFP-Ontario :**

- 88 ● Poursuivra le travail amorcé par le groupe de travail sur la violence sexuelle pour sensibiliser les gens au sujet des problèmes de violence sexuelle à nos lieux de travail et au sein des syndicats. Cela comprendra des modèles de dispositions de convention collective et de règlements; le développement de ressources qui offrent des exemples de procédures pour traiter la violence sexuelle qui se produit dans les espaces du syndicat; des processus de soutien dès qu'un acte de violence sexuelle est divulgué; des calculs des résultats de sondages recueillis; des ateliers et de la formation pour aider les membres à traiter les divulgations de violence sexuelle lorsque la police n'est pas impliquée; et la création de postes du personnel qui peuvent travailler pour mettre ces politiques en œuvre et soutenir les survivants de violence sexuelle. Le SCFP-Ontario s'assurera que les ressources et les politiques seront diffusées et partagées dans tout le pays.

## S'occuper de notre climat

### **Le SCFP-Ontario et les sections locales du SCFP-Ontario :**

- 89 ● Le SCFP Ontario et les sections locales du SCFP reconnaîtront la gravité du changement climatique et environnemental en tant que menace majeure – si non la plus grande menace – avant nos membres, la société, l'humanité et la planète.
- 90 ● Résisteront aux projets contraires au bien-être de l'environnement, surtout ceux proposés ou appuyés par le gouvernement, particulièrement le gouvernement provincial, et créeront des coalitions positives avec des groupes qui cherchent à rétablir, conserver et promouvoir le bien-être de l'environnement.

**NOTES**



**NOTES**

